**Ouagadougou le 30 Janvier 2014**

**DECLARATION**

Peuple du Burkina Faso, ne te voile pas la face. Ouvre les yeux et regarde en face de toi pour constater que la récréation est bel et bien terminée.

Le samedi 11 Janvier 2014 à Bobo-Dioulasso, la Fédération Associative pour la Paix et le Progrès avec Blaise COMPAORE (FEDAP/BC) a invité le Président Blaise COMPAORE à se représenter aux élections présidentielles de 2015.

Le samedi 18 Janvier 2014, l’Opposition Politique a organisé une marche-meeting à Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et dans les provinces.

Ce faisant, les ingrédients d’une possible explosion sociale se trouvent, dorénavant, réunies. Cette crainte est alimentée par le risque perceptible d’un effet ping-pong pouvant provoquer une multitude de manifestations. Or, rien ne dit que dans ces conditions, les manifestations continueront de se dérouler dans le calme et la discipline. Les provocations et les dérapages sont souvent imprévisibles.

Depuis des mois, la vie politique de notre pays est rythmée par un débat démocratique fécond et parfois passionné voire houleux, autour notamment de la question du Sénat et de celle de l’éventuelle révision de l’article 37 de notre Constitution.

Ce débat est caractérisé par des prises de positions politiques contradictoires dans les réunions publiques et privées, dans les états majors politiques et sont soutenus et nourris par des manifestations de rue.

Si l’on peut se féliciter que cette effervescence témoigne d’un signe évident de vitalité démocratique, il convient, cependant, de s’alarmer du caractère de plus en plus antagonique de ce débat qui prend l’allure d’une guerre de tranchées et qui pourrait, si l’on n’y prend garde, déboucher sur une confrontation violente.

A l’évidence, le ressort principal de toute cette agitation, c’est, à n’en pas douter, l’épineuse question de la Transition politique à l’horizon 2015, avec en toile de fond l’hypothèse souhaitée par les uns et rejetée par les autres, d’une candidature du Président actuel de notre pays, Son Excellence Monsieur Blaise Compaoré, alors que interdiction lui en est faite par les dispositions de la Loi Fondamentale.

Si par nature les transitions politiques ont toujours posé problème, la situation se complique davantage chez-nous du fait d’une double singularité :

* Premièrement, le Chef de l’Etat actuel qui jouit d’une grande longévité au pouvoir est crédité d’une estime au plan national et international.
* Deuxièmement, notre pays, contrairement à beaucoup d’autres, n’a jamais fait l’expérience d’une transition démocratique.

Cette double singularité fait que, au regard des expériences similaires vécues ailleurs, il n’est pas exagéré de craindre que notre pays court le risque grave d’une déchirure violente, si la question de l’après 2015 n’est pas traitée, avec délicatesse et grand soin, **dans le cadre d’une formule de transition démocratique apaisée, acceptée par tous.**

C’est pour conjurer de telles menaces, c’est pour abhorrer les intrigues et le spectre de la division et redonner espoir et confiance au peuple que :

* **Fortement interpellées par l’Histoire,**
* **Très inquiètes des risques de confrontation qui menacent notre pays,**
* **Très attachées à la paix, à la stabilité et au progrès du Burkina Faso**
* **Et soucieuses d’apporter leur contribution à l’œuvre d’édification nationale,**

Les personnalités signataires de la présente, ont décidé de mettre, collectivement, **leur statut d’indépendants et leurs expériences au service de la Nation et de s’auto-investir d’une mission de conciliation afin :**

* D’obtenir que les parties en conflit **s’accordent sur une plateforme de transition politique apaisée,**
* D’éviter, ainsi, que notre patrie commune, **le Burkina Faso, ne se déchire, violemment, autour de la question de la dévolution du pouvoir en 2015.**

Dans cette perspective**,** elles initieront, dans les jours à venir**, des rencontres avec les acteurs clés de notre vie politique et sociale, à l’issue desquelles des propositions consensuelles seront dégagées et présentées.**

Dans cette phase très cruciale de l’évolution politique de notre pays**, il est plus qu’important que le sens du dialogue, le sens de la pondération, le sens de la retenue et de la responsabilité, le sens de l’ouverture d’esprit, le sens de l’amour de la patrie et l’intérêt supérieur de la Nation, guident, en permanence, les paroles et les actes des uns et des autres.**

**Sans anticiper sur les résultats, la médiation fonde sa démarche sur deux raisons :**

* **La première raison est la forte attente du peuple burkinabè, très préoccupé par les potentiels risques de troubles**
* **La deuxième raison prend en compte la dimension sous-régionale où les peuples et les Présidents qui ont bénéficié de la médiation de notre Président, observent avec attention et inquiétude, l’évolution de la situation qui prévaut chez-nous.**

Face à ces défis, la média

tion qui s’enrichira de la participation de personnalités d’autres couches sociales et les protagonistes se doivent de faire violence sur eux-mêmes pour parvenir à un consensus qui va sauver la cohésion sociale et la Paix.

**Il y va de l’avenir de notre pays, DIEU BENISSE LE BURKINA FASO.**

Voilà, Messieurs les journalistes, le contenu de la déclaration que le Groupe de Facilitation ou de Médiation, c’est comme vous voulez, se proposait de vous livrer. Vous comprendrez qu’il ne puisse s’agir d’une conférence de Presse vue la sensibilité du sujet. Elle sera, si vous en souhaitez une, repoussée à plus tard.

Liste des personnalités signataires :

* Son Excellence Monsieur Jean-Baptiste OUEDRAOGO, ancien Chef d’Etat du Burkina Faso, et ancien membre du collège de sages.
* Son excellence Monseigneur Paul Y. OUEDRAOGO, Archevêque de Bobo Dioulasso, ancien membre du collège de sages.
* Pasteur Samuel B. YAMEOGO, Président de la Fédération des Eglises et Missions Evangéliques (FEME)
* El Hadj Mama SANOU, ancien membre du collège de sages